

# E - Journal

## K I N S H A S A



Hebdomadaires, 6<sup>e</sup> Année, Février 2025, Nouvelle série n°270



**APRÈS LE SOMMET EAC-SADC,  
KINSHASA INSISTE SUR LA  
PRIMAUTÉ DES PROCESSUS  
DE LUANDA ET DE NAIROBI** 3



**CE 12 FÉVRIER 2025 :  
LA LIGNE  
AÉRIENNE  
BRUXELLES  
KINSHASA  
TOTALISE 100 ANS** 8



**DES DIZAINES  
DE MILITAIRES  
AUTEURS DES  
VIOLENCES À  
KABARE ARRÊTÉS**

16



*« Ensemble, nous pouvons faire de tas des choses »*

0999947441 - 0819947441

## REVOICI E-JOURNAL

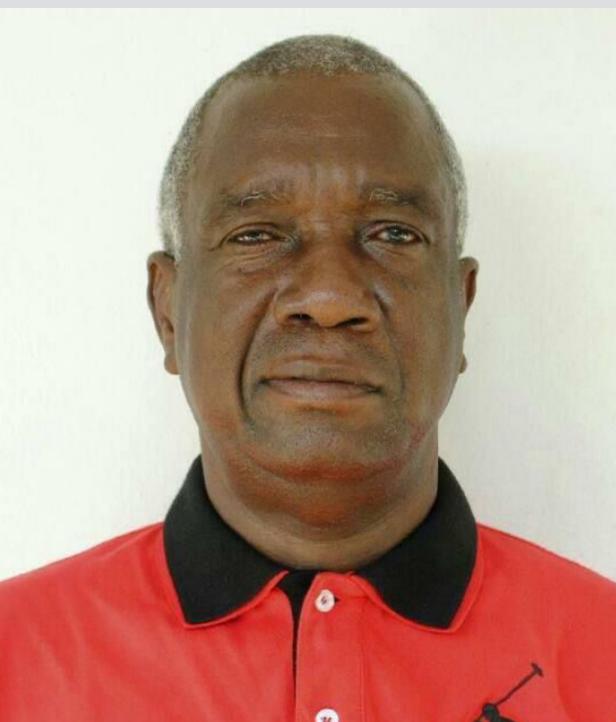
Après les vacances de fin d'année et la traversée de l'an neuf, nous revoici dans les réseaux sociaux . Comme le veut la tradition, la rédaction du journal et moi même vous souhaitons bonne et heureuse nouvelle année 2025.

Nous n'avons pas le droit de vous dire que l'année dernière était une mauvaise année et vous le savez.

Notre souhait est que cette année nouvelle soit plus meilleure que l'année dernière. Nous vous promettons d'être réguliers sur les réseaux sociaux en vous apportant la bonne information et bon divertissement.

Merci à vous pour votre fidélité et accompagnement.

**Bonne année 2025!**  
**Jean Pierre Eale Ikabe**  
**Éditeur**



### E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

**Jean Pierre Eale Ikabe**

Tél. : **0999947441/0819947441**

Directeur de publication délégué

**Herman Bangi Bayo**

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

**Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo**

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

**Dépôt légal N° 09629571**

Représentant espace Schengen

**Celio Van NDAYE 0033749299540**

# APRÈS LE SOMMET EAC-SADC, KINSHASA INSISTE SUR LA PRIMAUTÉ DES PROCESSUS DE LUANDA ET DE NAIROBI



Le gouvernement de la République Démocratique du Congo a salué, dimanche, les décisions du sommet conjoint des chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), tout en insistant sur la reprise immédiate des processus de Luanda et de Nairobi pour résoudre la crise sécuritaire dans l'Est du pays.

Kinshasa a réaffirmé que ces deux processus restent au cœur des efforts diplomatiques pour

rétablir la paix. Le processus de Luanda vise la mise en œuvre du plan harmonisé (CONOPS), incluant la neutralisation des FDLR, la levée des mesures défensives du Rwanda et le désengagement de ses forces du territoire congolais. En parallèle, le processus de Nairobi prévoit la tenue de consultations avec les acteurs non étatiques impliqués dans le conflit.

Le gouvernement congolais a pris acte de la décision unanime des chefs d'État de réaffirmer le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC, ainsi que de l'engagement pour le retrait des forces étrangères non invitées. Cependant, Kinshasa estime que la mise en œuvre de ces décisions dépendra de la relance rapide et coordonnée des processus

de Luanda et de Nairobi.

La RDC a également salué les discussions sur le renforcement de la coordination entre les deux processus, sous l'égide de l'Union africaine, et n'écarte pas la possibilité de nommer des facilitateurs supplémentaires pour accompagner cette dynamique.

Enfin, Kinshasa a averti que toute tentative de détourner l'attention des véritables causes du conflit serait rejetée, rappelant que la crise actuelle est avant tout une atteinte à sa souveraineté et à sa sécurité, et non une question ethnique. Le gouvernement a souligné que l'application stricte des décisions du sommet sera déterminante pour un retour durable à la paix.

# “LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE A LES MOYENS DE FAIRE AVANCER LA CAUSE DE LA PAIX MAIS ELLE N’EN FAIT PAS ASSEZ” DÉPLORE FRIDOLIN AMBONGO

Si la Communauté Internationale reconnaît et condamne l'appui du Rwanda dans les actions de la rébellion du M23 à la base de la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire dans la province du Nord-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo, les sanctions contre Kigali conformément aux principes du droit international ne suivent pas depuis la résurgence de ce mouvement rebelle.

C'est dans ce cadre que le Cardinal Fridolin Ambongo a appelé la communauté internationale à agir et à aller au-delà des simples communications et dénonciations. Devant la presse dimanche 9 février 2025 à l'issue de la messe pour la paix et le réconfort des victimes à l'Est de la RDC, l'archevêque de Kinshasa déplore le double langage et estime que la communauté internationale est capable de contribuer au retour de la paix. «Nous avons plutôt l'impression de ce côté ici que la communauté internationale tient un double langage, la communauté internationale a les moyens de faire avancer

la cause de la paix dans cette sous-région. Mais elle ne le fait pas assez», a fustigé le cardinal Fridolin Ambongo.

À la question de savoir, concrètement vous voulez-vous concrètement des sanctions contre Kigali? Pour lui, engager un dialogue avec tous les acteurs concernés est le passage obligé pour le retour à la normale de la situation dans cette partie du pays.

«Nous, on n'est pas pour des solutions-sanctions, nous sommes plutôt pour des solutions dialogue pour qu'ensemble nous puissions tomber d'accord sur la voie à suivre. Avec la communauté internationale, c'est aussi une question d'intérêt. S'il s'agit de l'exploitation des ressources minières du Congo, qu'on se retrouve ensemble et qu'on voit comment exploiter ces richesses pour que ça puisse profiter à celui qui investit mais que ça profite aussi au peuple congolais, c'est ce qu'on appelle gagnant gagnant», a indiqué l'archevêque métropolitain de Kinshasa, Fridolin Ambongo.

Ce constat du numéro Un de l'église catholique en RDC a toujours été partagé également par les dirigeants du pays. Kinshasa a toujours déploré la passivité de la communauté internationale et de l'Union Africaine dans la crise sécuritaire. Pour Félix Tshisekedi le silence et l'inaction face à la barbarie du régime de Kigali et aux atrocités perpétrées par ses supplétifs sur le territoire congolais constituent un affront à la RDC et aux valeurs de justice.

À l'issue du Sommet conjoint EAC-SADC organisé samedi 8 février 2025 à Dar-es-Salam, en Tanzanie, sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, les Chefs d'État et de gouvernement de deux blocs sous-régionaux ont pris une série d'importantes décisions avec effet immédiat qui répondent à l'urgence humanitaire, au besoin pressant d'une désescalade et aux attentes de Kinshasa pour venir en aide aux populations meurtries de Goma, au Nord Kivu.

Clément MUAMBA

GUERRE DANS L'EST DE LA RDC

# VOICI LES 8 CHOSES DÉCIDÉES PAR LES MINISTRES DE L'EAC-SADC À FAIRE IMMÉDIATEMENT



La réunion conjointe des ministres de l'EAC-SADC qui s'est déroulée ce samedi 8 février à Dar-es-Salaam, en Tanzanie a pris certaines dispositions d'urgence pour dégager les forces rwandaises à Goma et mettre fin à la longue guerre qui dure près de trois décennies.

Au terme de cette rencontre, les Ministres de ces deux structures régionales ont émis un plan de sortie de crise à trois paliers à savoir: dans l'immédiat, à moyen et long terme.

Il a été décidé de huit points en ce qui concerne les interventions immédiates. A cet effet, une Réunion Conjointe des Chefs de Défense de l'EAC-SADC sera convoquée dans un délai de

cinq jours pour assurer la mise en œuvre de ces « interventions immédiates ».

Il s'agit de mesures suivantes:

- Cessation des hostilités et cessez-le-feu inconditionnel, qui doivent être respectés par toutes les parties étatiques et non étatiques, sous la supervision conjointe des Chefs de Défense de l'EAC et de la SADC ;
- Réouverture de l'aéroport de Goma et des principales routes d'approvisionnement pour la livraison de l'aide humanitaire ;
- Élaboration d'un plan de sécurisation de Goma et des zones environnantes.- Rapatriement immédiat des dépouilles des personnes décédées et prise en charge des blessés ;
- Mise en œuvre de mesures de

renforcement de la confiance, y compris l'engagement inconditionnel des parties étatiques et non étatiques dans un dialogue inclusif pour résoudre le conflit à l'est de la RDC ;

- Reprise urgente du Processus de Nairobi et renforcement de la coordination structurelle et de la complémentarité avec le Processus de Luanda, y compris :
  - a. Mise en œuvre immédiate du Concept d'Opérations (COOPs) du plan harmonisé pour la neutralisation des FDLR et levée des mesures défensives du Rwanda/désengagement des forces du territoire congolais ;
  - b. Engagement dans un dialogue avec les groupes armés non étatiques, y compris les rebelles du M23 ;
- Engagement à respecter l'intégrité territoriale de la RDC et des pays voisins ;
- Facilitation de la livraison de l'aide humanitaire en mobilisant des services de secours et d'assistance ;
- Découragement des discours incendiaires et de toute autre action pouvant accentuer les divisions au sein des communautés de la région.

**Christiane EKAMBO**

# « LE MONDE ATTEND ENCORE DE VOIR LA RDC IMPOSER DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES CONTRE LE RWANDA » (JO M. SEKIMONYO)

NATION



Le 7 février 2025, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté une résolution importante reconnaissant clairement la responsabilité du Rwanda dans les abus commis dans l'Est de la République démocratique du Congo. À ce sujet, le professeur de politique économique et écrivain congolais, Jo M. Sekimonyo, souligne que le gouvernement congolais doit prendre des mesures en imposant des sanctions économiques au Rwanda. Il estime que la communauté

internationale attend de Kinshasa des actions fermes à l'encontre de Kigali. « Il est évident que l'occupation de Goma, comme prédit, ferait bouger les lignes sur le plan national et international. Mais la question est de savoir si le gouvernement congolais est en mesure de tirer profit de ses discours hautement symboliques. Toutefois, le monde attend encore de voir que la RDC impose des sanctions économiques contre le Rwanda », a déclaré le professeur Jo M. Sekimonyo.

Il considère que cette résolution constitue une première depuis le début de la crise en 2022.

Ladite résolution repose également sur une enquête internationale pour documenter les violations des droits de l'homme, telles que les exécutions sommaires, les violences sexuelles et les déplacements forcés de populations, qui sont attribués à l'armée rwandaise et au groupe terroriste RDF/M23.

LePotentiel

EST DE LA RDC

# L'AFRIQUE DU SUD SOUTIENT LES RÉSOLUTIONS DU SOMMET SADC-EAC DONT LE DIALOGUE DIRECT ENTRE LES PARTIES Y COMPRIS AVEC LE M23 ET ANNONCE LE RETRAIT DES TROUPES DE SAMIRDC

Le sommet conjoint SADC-EAC tenu samedi dernier à Dar es Salam sur la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC continue de susciter des réactions. Après le gouvernement congolais qui a pris acte des résolutions de ces assises, c'est au tour de l'Afrique du Sud d'en adopter le contenu. Ce lundi, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa a salué la tenue de ce sommet censé apporter la paix dans l'est du pays. Pays contributeur des troupes de la SADC envoyées à Goma et environs pour combattre les rebelles du M23, l'Afrique du Sud qui a perdu 14 soldats soutient désormais l'option diplomatique pour régler la crise.

« En tant qu'Afrique du Sud, nous avons toujours soutenu que la diplomatie était la solution la plus durable à ce conflit. Tout en participant à des missions de maintien de la paix, l'Afrique du Sud prend une part active aux divers efforts diplomatiques visant à mettre fin au conflit dans l'est de la RDC. Il s'agit notamment du cadre de paix, de sécurité et de coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs, du processus de paix de Luanda mené par le président de l'Angola et du processus de Nairobi mené par la CAE et facilité par l'ancien président du Kenya,

le président Uhuru Kenyatta », a indiqué Cyril Ramaphosa.

Parmi les résolutions, le sommet conjoint recommande un cessez-le-feu immédiat, la cessation des hostilités entre les belligérants, l'ouverture de l'aéroport international de Goma. « Un cessez-le-feu permettra aux couloirs d'aide humanitaire de fonctionner et d'apporter des fournitures indispensables aux civils pris entre deux feux », rappelle M. Ramaphosa.

Les chefs des armées des pays de la SADC et de l'EAC devront se réunir cette semaine afin de déterminer les directives techniques de la mise en œuvre du cessez-le-feu.

## Dialogue et retrait de SAMIRDC

L'Afrique du Sud soutient désormais l'option de dialogue et négociations directes entre les parties au conflit, y compris le M23.

« L'un des résultats les plus significatifs est que le sommet conjoint a convenu que les négociations directes et le dialogue reprennent entre toutes les parties étatiques et non étatiques, y compris le M23. Cela se fera dans le cadre

des processus de Luanda et de Nairobi », a souligné le président sud-africain.

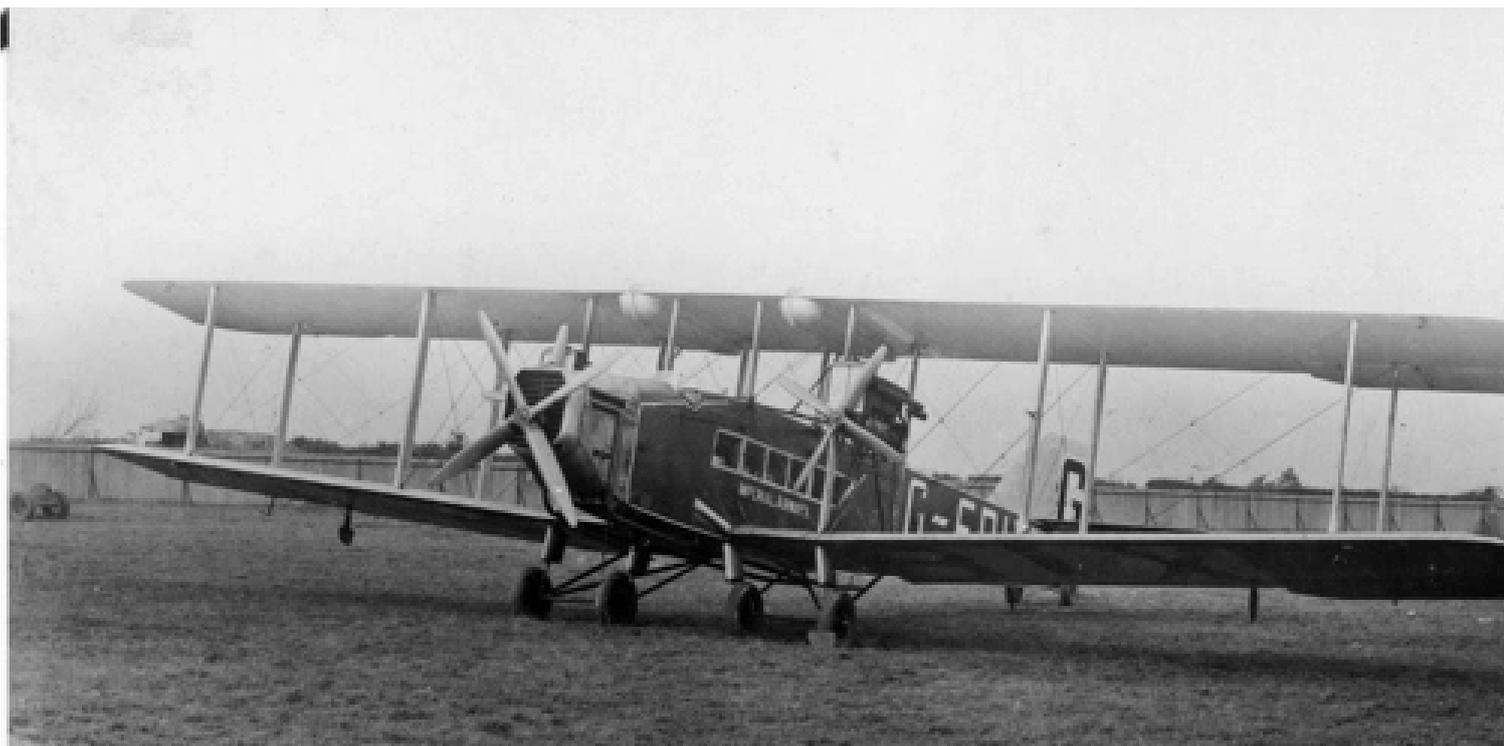
Il insiste : « Il s'agit d'une avancée majeure. Si toutes les parties au conflit ne sont pas réunies autour de la table des négociations, toutes les solutions diplomatiques manqueront de crédibilité et ne seront pas viables à long terme ».

Ainsi donc, la force de SAMIRDC composée des soldats sud-africains, tanzaniens et malawites sera retirée de l'est de la RDC.

« Les résultats du sommet conjoint sont essentiellement des mesures de confiance en vue d'une paix durable. Ces mesures de confiance conduiront finalement au retrait des troupes de la SAMIRDC », a confié Cyril Ramaphosa.

Le déploiement de la SAMIRDC en 2023 est survenu après le retrait de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), incitant ainsi le gouvernement à solliciter la SADC pour une solution plus efficace aux défis sécuritaires persistants dans l'Est de la RDC.

# CE 12 FÉVRIER 2025 : LA LIGNE AÉRIENNE BRUXELLES KINSHASA TOTALISE 100 ANS



Ce 12 février 2025, simultanément à Bruxelles et à Kinshasa, on va célébrer les 100 ans de la ligne aérienne Bruxelles -Kinshasa

Commandé par Sabena, un petit avion baptisé Marie Josée avait quitté l'aérodrome de Harem en Belgique à destination de Léopoldville, capitale du Congo belge.

Le vol a duré 75 heures en 51 jours avec de nombreuses escales et pannes avant d'atterrir à l'ex Léopoldville le 03 avril 1925 par l'aérodrome

de Ndolo dans la commune de Barumbu.

Des manifestations en hommage au commandant Edmond Thieffry et son équipage de ce vol inaugural sont prévues par la compagnie aérienne SN qui a pris la relève de la Sabena tombée en faillite simultanément à Bruxelles et à Kinshasa.

La ville de Kinshasa, devenue capitale en 1923, va célébrer l'arrivée de ce vol le 03 avril 2025 par une exposition des



photos inédites intitulée 100 ans de rapprochement et une brochure produite par l'agence ATL plus .

Signalons que la partie congolaise a démarré ses vols après la création d'Air Congo en 1961. Et en 1971 par Air Zaïre qui sera secondée par Scibe et Hewa Bora.

**Jean Pierre Eale Ikabe**



Le 12 Février 1925  
l'avion  
**"PRINCESSE MARIE-JOSÉ"**  
construit à Bruxelles  
par la SABCA  
et affrété par la SABENA  
s'est envolé d'ici pour réaliser  
en 75 H<sup>rs</sup> 25 de vol effectif  
la première liaison aérienne  
**BELGIQUE-CONGO**  
8124 Kilomètres

Lieut. Edmond THIEFFRY, chef de mission,  
Léopold ROGER, pilote,  
Joseph DEBRUYCKER, mécanicien.

Don de M<sup>r</sup> André Dillert

# 61 MILLIARDS DÉGAGÉS POUR PLONGER CINQ GÉNÉRATIONS DE CONGOLAIS DANS DES ABYSSES À L'UMNG

Arrêté à 61 milliards 352 771 348 FCFA, soit une augmentation de 0,63 % par rapport à l'année précédente au cours de laquelle il s'élevait à 60 990 706 574 FCFA, le budget de l'Université Marien Ngouabi (UMNG) pour l'exercice 2025 culmine comme jamais, mais pour un recrutement massif d'enseignants sans grade de docteur .

Le 30 octobre 2024, le Comité de direction de l'UMNG, présidé par Louis Bakabadio, conseiller à l'éducation et l'enseignement supérieur du président de la République, adoptait le budget 2025 de l'UMNG, légèrement en hausse pour entre autres : moderniser les infrastructures, soutenir les activités de recherche et des projets spécifiques tels que, l'ouverture de la filière de formation en anesthésie-réanimation à la faculté des sciences de la santé, recruté un personnel qualifié capable de former des cadres de qualité.

Chassez le naturel, il revient au galop.

Le président -professeur, Gontran Ondzoto, à une semaine de quitter ses fonctions, s'est empressé de signer et clôturer le recrutement. Ce recrutement jette une pierre à la figure de la ministre de l'Enseignement supérieur Delphine Emmanuel Adouki



avec qui ce dernier entretenait des relations plus que délétères : exécrables ! D'aucuns pensent qu'il « règle ses problèmes », mais sans élégance procédurale. Ce faisant, il perpétue ainsi la jurisprudence inouïe inaugurée par le Pr Jean Rosaire Ibara en 2018. Malheureusement, cette manœuvre qui consiste à tenter de résoudre le chômage des fils et filles à papa en leur accordant la charge des enseignements condamne le Congo et le plus

grand nombre de ses étudiants à vivre hors du circuit éducatif international.

En effet, le Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) établit des critères pour l'accréditation des offres de formation professionnelle au sein des universités des pays membres. Ces critères visent à garantir la qualité et la pertinence des programmes proposés.

Les critères d'accréditation des formations professionnelles

1) des programmes définissant clairement les prérequis et les qualifications nécessaires pour l'entrée des étudiants (niveau bac) ;



2) des programmes bien structurés, avec une organisation claire des disciplines par niveau et une semestrialisation conforme au système Licence-Master-Doctorat (LMD) ;  
3) des enseignants devant posséder des qualifications appropriées, généralement au moins le grade de Maître Assistant (Doctorat ou PhD) dans la hiérarchie des grades du CAMES. Pour les

filères professionnelles, des professionnels ayant un niveau de Master 2 avec une expérience professionnelle d'au moins dix ans peuvent également être recrutés. Il s'agit ici d'une exception très restrictive à la règle et non la norme reconnue. Malheureusement, le dernier recrutement repose quasi exclusif sur des Master 1 et 2, au détriment des dossiers déposés par plusieurs titulaires de Doctorat/PhD qui ont disparus, alors même qu'ils sont déjà vacataires. Il faut dire que 72% du corps enseignant est vacataire, payé à dents de scie depuis plus de 15 ans et attend le recrutement.

Les critères de qualification des enseignants dans l'enseignement supérieur privé ont été définis pour garantir une qualité académique conforme aux standards nationaux et internationaux par les décrets n° 96-221 du 13 mai 1996 et n°2004-327 du 6 juillet 2004 qui disposent que les personnels enseignants des établissements privés doivent justifier d'une formation d'enseignant ou de pédagogue. Cela est confirmé dans le récent décret n° 2022-1300 du 21 septembre 2022, à travers les articles 19, 20, 21 et 22, où il est écrit : « Seuls les enseignants qui possèdent les diplômes ou les qualifications au moins équivalentes à ceux de leurs homologues des établissements publics de l'enseignement supérieur peuvent participer à la formation des étudiants ».

La norme des établissements publics est celle du CAMES : Doctorat ou PhD. C'est donc

grave pour le Congo dont les étudiants sont déclassés en France, au Burkina Faso, au Burundi...

Si Anatole Collinet Makosso il est encore évangéliste, s'il a donné des conférences chez des vrais francs-maçons ou la rigueur est de mise, s'il est ce docteur qui nous conseille de bien écrire et s'il est réellement un vrai premier ministre qui se soucie encore de l'avenir des Congolais et de la « rigueur de l'Etat », il doit prendre simplement des notes pour annuler ce recrutement comme il abrogeait autrefois des notes du ministre Jean Baptiste Ondaye.

Dans le même ordre d'idées, il est étonnant que Delphine Emmanuelle Adouki qui a du sang centrafricain dans ses veines refuse de suivre l'exemple du professeur - président Archange Touadera qui tient à une formation de qualité.

Comme écrit dans notre livre, paru en 2023,

« Espace francophone, les systèmes éducatifs au creux de la vague : cas du Congo »,  
" Une vision commune voudrait que l'éducation contribue à créer des meilleures sociétés. Mais comment l'école et l'université pourraient - elles avoir la capacité de transformer la société si le navire chavire, faute de bon gouvernail ? ».

Prélude d'y revenir, il sied de dire, si les dirigeants incompetents, médiocres et méchants ne reculent pas, le peuple doit prendre ses responsabilités. Car l'Alma mater c'est la base...

**Ghys Fortune BEMBA  
DOMBE**

# QUI DE L'ENFANT PRODIGE OU DU PÈRE SERA LE MAITRE ATTENDU ?



L'arrivée de Christian Yoka au Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public entraîne des bouleversements lourds de conséquences dans la structure de dévolution du pouvoir au sein du Clan d'Oyo. Décryptage chaud avec une ouverture à 45°

Passer maître des secrets dans la vie fait que ce sont les devoirs qui s'imposent à vous, le jour comme la nuit. Dans le tumulte de la cité, dans la solitude du désert, le devoir est avec vous toujours impératif comme la Destinée !

Christian Yoka, Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille public, arrive ain-

si à la croisée des chemins. Les rivalités entre les deux principaux clans rivaux de Bokouélé-Tchikapika d'une part (Jean Jacques Bouya) et Ondébé-Kona Kona d'autre part (Jean Dominique Okemba) le font osciller entre fidélité à ses sources et devoirs à accomplir pour s'accomplir. C'est une déchirure qui traverse l'affectif

parental mais exige de s'élever au-delà des contingences profanes. Cette marche doit passer par-dessus l'abîme pour entrevoir une possible

lumière. C'est ainsi. Si des mauvais compagnons, qui vont toujours par trois, et sont avancés et vous ont frappé indistinctement à l'épaule ou à la tête pour vous faire sombrer dans un

coma profond, Le Tout-Puissant vous relèvera toujours pour vous laisser contempler l'indicible lumière de l'Être. Ainsi donc, quand on est du bon bois sec et dur, on s'en relève toujours au centre des choses pour garantir l'équilibre des forces, seul gage de la pérennité des choses en ce monde.

Le Clan porté par Jean

Jacques Bouya va devoir se résoudre à laisser Christian filer vers sa destinée du côté paternel par Jean Dominique Okemba, qui par son rôle lumineux, revient sans coup férir, au centre du jeu politique, économique et même social. Il ne peut en être qu'ainsi pour ceux qui savent paître. Son fidèle Assistant à l'Energie par-

**CHRISTIAN YOKA DE SE SOUVENIR QUE LA BÂTISSE PRÉCÉDENTE S'EST EFFONDREE SUR ELLE-MÊME ET QU'IL LUI FAUT REBÂTIR TOUT AU SECOND PLAN POUR S'ACHEMINER VERS LA LOI D'AMOUR ET ENVISAGER RÉUNIR TOUT ET TOUS AVEC LE TROISIÈME PLAN. MALHEUR À CELUI QUI S'ÉCARTERA DE CETTE VOIE. PARTI DE TRÈS LOIN D'UN CERTAIN ORIENT...**

rainera cette démarche. Mais c'est au Ministre des finances, du budget et du portefeuille public, Christian Yoka de se souvenir que la bâtisse précédente s'est effondrée sur elle-même et qu'il lui faut rebâtir tout au second plan pour s'acheminer vers la loi d'amour et envisager réunir tout et tous avec le troisième plan. Malheur à celui qui s'écartera de cette voie. Parti de très loin d'un certain orient français, le Chevalier Christian

sombre en occident avec pagaille laissée dans ce département. C'est un chemin Christique dans lequel il doit s'engager et dont la loi suprême sera celle de l'amour de son pays. Rose et rouge, elle sera la clé pour l'avantage de tous ceux qui espèrent que la bonne volonté finie toujours par triompher.

L'ouverture de ces 33ème REHFRAM à Oyo est symbolique à plus d'un titre et marque, pour ceux qui veulent lire les signes, la fin d'un cycle dont nous avons déjà parlé dans nos précédentes livraisons. C'est le temps du Jubilé ! À trente-trois, « Tout est accompli » selon l'écriture de Jean 19

:30. Seul le cœur de feu qui se saigne pour tous les petits peut apporter la réponse : Aïmons-nous les uns les autres et rebâtissons car nul ne sait quand viendra ce jour ou cette heure, pas même les anges dans les cieux, ni même le Fils; le Père Seul le sait (Mathieu 24 :36).

**Ghys Fortune BEMBA DOMBE**

# QUE SE PASSE-T-IL DANS LES SECTEURS DE L'ÉNERGIE ET DES ASSURANCES ?

Le déclin de la gouvernance Sassou s'explique par son échec abyssal dans plusieurs secteurs : l'eau, l'électricité, les transports, la santé, la fourniture de carburants et des assurances, détruites par des privatisations abusives et divers choix politiques.

Les grondements actuels des travailleurs du secteur de l'énergie, les pénuries récurrentes de carburant, d'eau, de l'électricité et la cherté des produits résignent le peuple. Les travailleurs et la population ne veulent plus entendre parler de Bruno Jean Richard Itoua, d'Émile Ouosso et de leur chef Sassou Nguesso. Et pour cause, la privatisation de la SNE et la SNDE qui a donné naissance à E2C et LCDE ne produit pas les effets escomptés depuis des années. La privatisation des sociétés d'État garante de la redistribution du revenu national au profit de Gilbert Ondongo, Jean Jacques Bouya et Cie qui s'accaparent des biens sans expertise n'augure pas un avenir radieux pour les populations. Dans le secteur

de l'énergie par exemple, les statuts pointent les conseillers des départements Économie, Finances, Energie et Grands Travaux de se partager le manteau couvrant la nudité de la nation congolaise.

Mais le pire, est de concéder le barrage de la Liouesso au véreux Paul Obambi qui a échoué partout. Comment peut-on «cadeauter» quelqu'un qui a laissé une ardoise de 1.7 milliards d'impayés d'électricité à la Tour Nabemba dont il était gestionnaire désigné par l'État avec la société SCIG via son cadet Jean Obambi ? Peut-on croire en Paul Obambi qui traîne des arriérés de salaire des travailleurs de plus d'un an et qui a smashé l'argent des locataires à la tour Mayombe? On est dans un bal de fous où il n'y a plus aucune limite au bon sens commun. C'est d'ailleurs ce qui explique le projet actuel de scission de E2C en trois entités.

## Le projet de scission de E2C et ses conséquences

Comme si la pseudo privatisation de la SNE ne suffisait

pas, Emile Ouosso porte un projet de scission de la E2C en trois: une partie qui s'occupera de la production, une autre du transport et la dernière de la distribution. Pourtant, les prestations croisées entre ces trois entités ne sont pas évaluées. Moins encore considérées. L'expérience de la division a été tentée au Cameroun avec la concession de la distribution d'énergie à l'AES SONEL. Mais elle a été vite arrêtée par Paul Biya après des résultats désastreux. Ces résultats se répéteront au Congo.

## Le modèle économique

Il sied de rappeler que le modèle économique du secteur de l'électricité repose en économie industrielle sur le calcul du seuil du coût moyen fixe qui permet de placer l'entreprise au seuil de rentabilité. Dans le cas de la SNE (E2C), plusieurs évaluations sérieuses la situent entre 25 et 30 F CFA le Watt-heure. Le décret 2020-133 du 18 mai 2020 qui fixe les tranches de consommation d'énergie applicables aux différentes catégories

d'usagers du service public de l'électricité a créé une tranche sociale de consommation pour les ménages à 150 kWh/mois. Cela veut dire 150 kWh x 0,25 FCFA/kWh = 37.500 FCFA. Conséquences, la société de distribution privée qui sera créée si rien n'est fait, entrainera la suppression des tarifications forfaitaires situées entre 0 et 37.500 FCFA. Les ménages paieront au minimum 37.500 FCFA/mois alors que le salaire minimum est établi à 70.000 FCFA au Congo. De qui se moque-t-on?

La scission de E2C aboutira à la même situation que l'ONPT dont les morts sociaux ne se comptent plus. D'ailleurs économiquement, c'est une imbécilité car l'explication repose sur la sous-additivité de l'enveloppe des coûts moyens de production, de transport et de distribution. Or dans les 25 FCFA, c'est la production qui absorbe le plus de charge fixes et ces dernières ne seront pas répercutées sur la tarification privative de la société à capitaux privées qui va se mettre en place pour pomper le surplus tranquillement et le rapatrier hors du Congo, aggravant ainsi nos paiements déjà largement déficitaires auprès de la BEAC.

Il faut arrêter les pseudos privatisations surtout celles qui relèvent des domaines de la

souveraineté inaliénable de l'État congolais.

L'État doit rester le seul acteur stratégique dans l'Eau, l'Électricité et les grands axes structurant de transport et même le pétrole où c'est la création d'un contenu local qui a engendré la baisse des revenus nets de l'État. Là aussi, c'est un scandale auquel il va falloir mettre un terme car, 25% de la production est partagée par les sociétés des mêmes dignitaires du pouvoir. Cela représente un manque à gagner de près d'un milliard de dollars chaque année soit 600 milliards de FCFA, quelle méchanceté et égoïsme ? Nous reviendrons avec de fort détails dans cette mafia orchestrée par des faux pasteurs et des faux francs-maçons.

Il est regrettable après un certain général Pierre Oba, que Bruno Jean Richard Itoua soit-disant pasteur, favorise son cousin Paul Obambi à créer ENERGAZ, alors qu'il n'a ni surface financière, ni compétence technique nécessaire. Qui ne sait pas que ce dernier agit comme une vitrine légale du consortium sino-congolais China Grezhouba Group Company (CGGC) ? C'est de cette manière que Bruno veut succéder à Sassou où annoncer l'Évangile ? Certainement les «moutons» de ya Bruno nous diront de ne pas juger. Si on parle du dernier jugement, c'est qu'il y a

les premiers qui existent. Ces jugements sont rendus grâce aux capacités crâniennes de 1250cc, 1200g et de plus de 14 milliards de neurones dotés à l'Homme. Ces capacités le différencient de tous les êtres qui agissent par instinct. Au regard des Saintes Écritures, les chrétiens peuvent discerner le vrai et le faux. D'ailleurs, la Bible ne parle-t-elle pas des chrétiens de Bérée qui confrontaient les enseignements de leurs prédicateurs (Actes 17 : 11)? La Bible ne recommande-t-elle pas de dénoncer le mal (Esaïe 58:1) ? Que dire de la tenue des Hommes de Dieu conseillé à Timothée 3 :1-13 ? Les chrétiens ne doivent pas se taire parce qu'on leur donne du fromage à l'image du corbeau dans la poésie de Jean de la Fontaine.

Doit-on encourager une classe à se constituer en caste comme en Inde ? une caste qui serait composé de Jean Jacques Bouya et Cie qui veulent prendre AGC, fruit de dur labeur de Raymond Ibata ? Pourquoi tenter d'éjecter Mouandza Ibata qui s'est battu à obtenir un crédit de plusieurs milliards de FCFA à la BSCA ? ... ?

**Ghys Fortune BEMBA  
DOMBE**

# DES DIZAINES DE MILITAIRES AUTEURS DES VIOLENCES À KABARE ARRÊTÉS



Plusieurs soldats et des miliciens wazalendo, auteurs des actes inciviques dont les pillages, les tueries d'une dizaine de personnes à Miti et Kavumu, dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu) ont été arrêtés par l'armée et envoyés à la prison centrale de Bukavu.

«La justice militaire, la police militaire et le service de renseignement sont aux trousseaux de ces inciviques. Ils sont appréhendés et doivent être

jugés publiquement et sanctionnés pour qu'ils puissent servir d'exemple», a dit la Major Nestor Mavudisa, de la 3e zone de défense.

Un procès public sera organisé d'ici, selon l'armée.

«A ce jour, de concert avec la justice militaire, la cour militaire du Sud-Kivu va organiser les audiences publiques afin que ceux qui sont déjà arrêtés puissent servir d'exemple pour les autres. Les brebis ga-

leuses appréhendées seront sanctionnées en présence de la population», a ajouté le porte-parole militaire.

De jeudi à samedi, la population du territoire de Kabare a fait face à plusieurs actes ignobles notamment le vol, pillage et extorsions. Au moins 11 personnes ont été tuées et d'autres blessées, selon la société civile locale.

**Justin Mwamba**

# LES SERVICES DE SÉCURITÉ DE PLUSIEURS PAYS INTERPELLÉS EN CES TEMPS APOCALYPTIQUES

Le conflit rwando-congolais prend la tournure tragique que nous avions annoncée ! Les tambours de guerre grondent de toutes parts. Plusieurs pays, parmi lesquels le Congo-Brazzaville, arrivent au seuil du choc et de l'effroi du fait de leurs propres turpitudes.

Le 29/01/2025, dans un discours d'orgueil et de défis, le président rwandais, Paul Kagame, a tancé son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa : « si jamais la RSA s'aligne derrière Félix Tshisekedi pour combattre l'armée rwandaise et le M23... ». Sur X, il a déclaré que la SAMIDRC n'est pas une force de maintien de la paix. Elle a été autorisée par la SADEC en tant que force belligérante engagée dans des opérations de combats pour aider le Gouvernement de la RDC... Paul Kagamé justifie son intervention en RDC pour défendre ses frontières contre des éléments extrémistes Hutu. Mais de nombreux observateurs pensent que l'objectif de Kagamé, appuyé par certains Occidentaux, d'une part, est le contrôle des métaux précieux (Coltan, Cobalt, Cuivre, Or, Diamant

et uranium) de l'est de la RDC (journal Elpais). D'autre part, c'est la reconquête des terres de Kivu qui appartiendraient à l'Empire Hima (Tutsiland) selon certains mythes.

## La réponse du berger à la bergère

Le 3 février, le président Cyril Ramaphosa, qui n'accepte pas la mort de ses 14 ressortissants, a réagi : « L'Afrique du Sud ne relâchera pas son soutien au peuple de la RDC ». La communauté internationale a exprimé sa préoccupation face à cette escalade. De leurs côtés, les États-Unis ont manifesté leur inquiétude, tandis que l'Allemagne a annulé des discussions sur l'aide et le Royaume Uni envisage de revoir son assistance au Rwanda.

Par ailleurs, des appels à un cessez-le-feu immédiat ont été lancés par plusieurs nations africaines (Reuters). Vendredi 31 janvier, les seize pays membres de la SADC réclamaient un « sommet conjoint en Tanzanie pour ce week-end » avec les huit pays de la communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

Sur le terrain, le M23 soutenu par le Rwanda, conforte ses positions à Goma et les environs. De son côté, Félix Tshisekedi, très remonté contre les charlatans qui lui ont vendu du vent, des officiers généraux qui ne suivent pas le cours de l'histoire, les affairistes qui lui ont ramené des pseudo-mercenaires et du matériel jamais vu, s'obstine à ne pas négocier avec le M23 et l'alliance du fleuve Congo. Après la réunion de Dares Salam de vendredi passé, le M23 et l'AFC ont imposé le cessez-le-feu à l'Est en attendant la réunion de Tanzanie. Ce n'était qu'une ruse. La preuve, ces deux groupes avec les soldats rwandais, ce 5 février 2025, ont mené d'intenses combats contre les troupes de Kinshasa jusqu'à s'emparer de la cité minière de Nyabibwé, à environ 100 km de l'aéroport provincial.

## La place des services de sécurité

Le rôle des services de renseignements est de centraliser et d'analyser des renseignements précis et prédictifs dans les domaines

institutionnel, économique, social, sécuritaire, qui sont par la suite transmis au gouvernement pour prendre des décisions. Mais nos enquêtes révèlent qu'en RDC, Félix Tshisekedi, comme bon nombre des Chefs d'États africains, focalise sa gouvernance sur le clan avec des individus sans expérience ou des personnes nommées à des postes de responsabilité par clientélisme. En conséquence, l'armée, les services de sécurité, l'intendance, bref, tout a été géré à vau-l'eau. La faillite est totale et l'effondrement se déroule sous nos yeux. C'est ce qui risque d'arriver à la République du Congo.

### **Que dire du Congo-Brazzaville dans ce marigot?**

Selon certaines indiscretions, dans ce pays, les services de sécurité et de l'armée manquent de suffisamment de professionnalisme et de matériel pour passer une journée de combat à haute intensité. Comme en RDC, l'argent qui sort des caisses de l'État pour équiper les services spéciaux et la force publique va droit dans les poches des tiers. En effet, 80% des militaires et gendarmes sont privés de leurs primes. À la DGSP et la GR, le constat est très amer. Idem aux frontières, les hommes en treillis sont voués à la mendicité à défaut de faciliter l'entrée aux clandestins. Dans les services

de renseignements, les fiches se limitent à « boutique » des histoires contre des citoyens ou à régler des comptes aux opposants. Sinon, comment ces services n'ont-ils pas signalé au gouvernement la magouille dans le recrutement des enseignants à l'université qui n'honore pas le Congo ? Même si on procède au rétropédalage en affichant aujourd'hui une note antidatée du 17 janvier recrutant dix docteurs, l'idéal serait de reprendre ce recrutement ou de virer les détenteurs de masters 1 ou 2. Agir autrement est synonyme d'avoir des universitaires faussaires et injustes. Ce n'est pas au docteur Collinet Makosso qui est enseignant - chercheur qu'en apprendrait que l'éducation (la bonne formation) est la base du développement d'une nation et la force des services de renseignements. ACM conviendra donc que les injustices et les frustrations sont généralement au centre des soulèvements populaires dans le monde. C'est en encourageant la tricherie et en plaçant des gens à des postes qu'ils ne méritent pas, qu'aujourd'hui, le Congo manque d'eau, d'électricité et de carburant et compte des morts en cascade dans les hôpitaux, ou encore que des accords léonins ont été signés avec les Rwandais. A propos desdits accords, il sied de dire que des incompetents dépourvus d'esprit critique et d'analyse ne voient pas la présence des milliers

d'Interhamwés (Hutu Power) réfugiés au Congo-Brazzaville. Lesdits réfugiés venus à la suite du repli tactique avec la France lors de l'échec des opérations Turquoise au Rwanda puis Mobutu au Zaïre entre 1994 et 1997 poseront problèmes. La probabilité est grande que Kagamé, sous le prétexte de poursuivre ces Hutus, envisage d'embraser Brazzaville et Kinshasa. La tension est palpable dans les deux capitales qui cantonnent des commandos américains et français qui attendent le « ok » pour entrer en action. Ce, après que l'ambassade américaine ait demandé à nouveau à ses ressortissants de quitter Kinshasa, le 3 février 2025 !

La seconde convocation en extrême urgence d'un conseil de gouvernance sécuritaire restreint ce mardi 04/02/2025, la réunion ce week-end en Tanzanie et la prise en main du clergé catholique qui a décidé de réunir Tshisekedi, Kabila, Fayulu, Katumbi, Nanga et Sultani Makenga démontrent que le feu est entré dans la maison et le ver dans le fruit. Kagamé et ses alliés occidentaux qui pillent la RDC et font la guerre à Félix Tshisekedi soutenu par les BRICS. C'est une guerre par deux marionnettes interposées qui ne veulent pas se ressaisir comme les dirigeants de l'AES.

**Ghys Fortune BEMBA  
DOMBE**

# LA CIRRHOSE DU FOIE : DÉFINITION ET CAUSES

La cirrhose est la déformation étendue de la structure interne du foie qui survient quand une grande quantité de tissu hépatique normal est définitivement remplacée par du tissu cicatriciel non fonctionnel. Le tissu cicatriciel se développe quand le foie est endommagé de manière répétée ou continue. La cirrhose était autrefois considérée comme irréversible, mais elle semble maintenant réversible dans certains cas. La consommation d'alcool excessive chronique, l'hépatite virale chronique et la stéatohépatite associée à un dysfonctionnement métabolique (MASH) anciennement appelée stéatohépatite non alcoolique (NASH ; foie gras non dû à la consommation d'alcool) sont les causes les plus fréquentes de cirrhose.

Les symptômes, lorsqu'ils sont présents, incluent une perte d'appétit, une perte de poids, une asthénie et une sensation générale de malaise.

De nombreuses complications graves peuvent se produire, telles qu'une accumulation de liquide dans l'abdomen (ascite), des saignements dans le tube digestif et une détérioration de la fonction cérébrale.

Le diagnostic repose sur les symptômes et sur les résultats de l'examen clinique, les analyses de sang, les examens d'imagerie, et parfois sur une biopsie. Les médecins traitent les complications, mais les lésions provenant de la cirrhose sont généralement permanentes.

Les personnes atteintes de cirrhose présentent un risque de cancer du foie, par conséquent des examens d'échographie et si nécessaire d'imagerie par résonance magnétique (IRM) ou de



tomodensitométrie (TDM) et des analyses de sang sont effectués régulièrement afin de détecter la présence d'un cancer.

La cirrhose est une cause fréquente de décès dans le monde et a été la 16e cause de décès dans le monde en 2019. Divers troubles, médicaments ou toxines peuvent endommager le foie. Si l'atteinte est soudaine (aiguë) et limitée, le foie se répare souvent de lui-même en produisant de nouvelles cellules hépatiques et en les attachant à la matrice de tissu conjonctif (structure interne) laissée par les cellules hépatiques lorsqu'elles meurent. La réparation et le rétablissement complet sont possibles si la personne peut survivre assez longtemps. Cependant, en présence de lésions répétées, les tentatives du foie pour remplacer et réparer les tissus endommagés

conduisent à une cicatrisation (fibrose du foie). Le tissu cicatriciel n'accomplit aucune fonction. Quand la fibrose est étendue et sévère, le tissu cicatriciel forme des bandes dans le foie, détruisant la structure interne du foie et altérant sa capacité à se régénérer et à fonctionner. Une telle cicatrisation sévère est appelée une cirrhose. La fonction hépatique étant altérée, le foie est moins capable de

Décomposer et évacuer les médicaments, les toxines et les déchets produits dans l'organisme

## Traiter la bile

Produire les protéines qui aident à coaguler le sang (facteurs de coagulation)

Produire de l'albumine (une protéine qui permet d'éviter la fuite de liquide des vaisseaux sanguins)

Le foie traite beaucoup de médicaments, toxines et déchets de l'organisme. Il les décompose en substances qui sont moins nocives et/ou plus faciles à éliminer du corps. Le foie élimine les substances en les excréant sous forme de bile, un liquide digestif jaune-vert produit par les cellules du foie. Quand le foie est moins capable de traiter ces substances, elles s'accumulent dans la circulation sanguine. Par conséquent, les effets de nombreux médicaments et toxines, pouvant parfois comprendre des effets secondaires graves, s'en trouvent accrus. De tels effets secondaires peuvent se développer même quand la personne prend une dose qu'elle prenait auparavant sans en subir d'effets indésirables. Les médicaments peuvent devoir être arrêtés ou utilisés à des doses plus faibles et avec davantage de prudence. Cela comprend par exemple les opioïdes et certains médicaments utilisés pour traiter l'anxiété ou l'insomnie.

La bilirubine est un déchet important de l'organisme, qui est traité et évacué par le foie. Si le foie ne peut plus traiter la bilirubine assez rapidement, elle s'accumule dans le sang et se dépose dans la peau. Il en résulte une jaunisse (une coloration jaune des yeux et de la peau).

Dans le foie, la bile circule dans de petits canaux (les canaux biliaires) qui se rejoignent pour former des canaux plus grands. Ces canaux plus grands finissent par sortir du foie et rejoindre la vésicule biliaire (qui emmagasine la bile) ou l'intestin grêle. La bile aide à rendre les graisses plus

faciles à absorber dans l'intestin et transporte les toxines et les déchets dans l'intestin de manière à ce qu'ils puissent être excrétés dans les selles. Quand le tissu cicatriciel bloque le flux de la bile dans les canaux biliaires, les graisses, y compris les vitamines liposolubles (A, D, E et K), ne sont pas aussi bien assimilées. En plus, une moindre quantité de toxines et de déchets sont éliminés du corps.

Normalement, une grande partie de la bile (sels biliaires) est réabsorbée dans la circulation sanguine à partir de l'intestin et recircule jusqu'au foie. Le foie extrait les sels biliaires et les réutilise. Cependant, dans la cirrhose, le foie ne peut plus extraire normalement les sels biliaires. Par conséquent, le foie ne peut plus produire autant de bile, ce qui perturbe d'autant plus la digestion et l'élimination des toxines et des déchets et l'absorption des graisses et des vitamines liposolubles.

En plus de perturber la fonction hépatique, le tissu cicatriciel peut aussi bloquer la circulation sanguine dans le foie en provenance de la veine porte (qui véhicule le sang de l'intestin au foie). Cette obstruction entraîne une pression sanguine élevée dans la veine porte (hypertension portale). L'hypertension portale entraîne une pression artérielle élevée dans les veines qui sont reliées à la veine porte, y compris les veines dans l'estomac, l'œsophage, la rate et le rectum. Au fur et à mesure que le tissu cicatriciel progresse, le foie rétrécit et durcit. Causes de la cirrhose  
 Aux États-Unis et dans d'autres pays développés, les causes les plus fréquentes de la cirrhose sont

La consommation excessive d'alcool chronique (consommation de trop grandes quantités d'alcool pendant une période prolongée)

L'hépatite C chronique (hépatite qui persiste depuis au moins 6 mois)

Foie gras non dû à la consommation d'alcool : stéatohépatite associée à un dysfonctionnement métabolique (MASH), anciennement appelée stéatohépatite non alcoolique (NASH)

La stéatohépatite associée à un dysfonctionnement métabolique (MASH) survient généralement chez des personnes qui présentent un surpoids, un diabète ou prédiabète et/ou ayant un taux de cholestérol élevé.

Tout trouble, médicament ou toxine qui provoque une fibrose (voir tableau Quelques maladies et médicaments qui peuvent provoquer une fibrose du foie) peut provoquer une cirrhose. Certaines causes spécifiques peuvent comprendre certains troubles métaboliques héréditaires, tels qu'une surcharge en fer (hémochromatose), une surcharge en cuivre (maladie de Wilson) et un déficit en alpha-1 antitrypsine, ainsi que des troubles qui endommagent les canaux biliaires, tels que la cholangite biliaire primitive (CBP) et la cholangite sclérosante primitive (CSP).

Dans de nombreuses parties de l'Asie et de l'Afrique, la cirrhose est souvent due à :

Hépatite B chronique... **la suite au prochain numéro**

RDC-RWANDA

# TROIS JOUEURS DE FOOTBALL METTENT LA PRESSION AU PSG AFIN QUE LE CLUB METTE UN TERME À SA COLLABORATION AVEC LE RWANDA

PROLONGATION



C'est une information RFI. Depuis quelques jours, trois grands joueurs de football se mobilisent pour essayer de convaincre le club du Paris Saint-Germain (PSG) de renoncer à son partenariat avec le Rwanda. Il s'agit des deux internationaux français Randal Kolo Muani et Presnel Kimpembé, et de l'ancien international congolais Youssouf Mulumbu. Tous trois appuient la démarche de la ministre congolaise des Affaires étrangères, qui a écrit la semaine dernière au PSG, mais aussi à Arsenal et au Bayern Munich. Le PSG va-t-il les écouter ? Youssouf

Mulumbu, qui a joué dans ce club, répond à Christophe Boisbouvier. RFI : Qu'est-ce que vous pensez de la lettre de la ministre congolaise des Affaires étrangères, Thérèse Kayikwamba Wagner, qui demande au PSG, à Arsenal et au Bayern de renoncer au sponsoring du Rwanda ?

Youssouf Mulumbu : Ben, je pense que c'est assez légitime, parce que ça enverra un message fort. Aujourd'hui, le Rwanda fait preuve d'ingérence et de soutien à des rebelles qui ôtent la vie des Congolais et sèment la terreur. Donc, ça ne colle vraiment pas

avec le sport. Ça ne colle pas avec l'image du PSG. Que ce soit le PSG ou Arsenal, je ne pense pas que ça colle avec leur image.

Vous êtes sportif, mais vous êtes aussi Congolais, vous avez été le capitaine de la sélection nationale de RDC lors de la CAN 2015. Évidemment, tout cela vous concerne ?

Oui, bien sûr que ça nous concerne. On ne peut pas passer à côté aujourd'hui des vidéos qu'on a vues. Et on ne peut pas passer aussi à côté parce qu'on a

de la famille, on a des amis qui vivent dans la région. J'ai moi-même un ami proche qui a perdu sa femme lors des combats du mois dernier et donc on aimerait que ça s'arrête une bonne fois pour toutes.

Et le drame qui a touché la femme de votre ami, ça s'est passé où ?

Ça s'est passé à Gisenyi, elle avait déjà fui Goma parce que la ville était déjà attaquée et donc elle a reçu malheureusement un obus qui est tombé sur le balcon de l'immeuble. Elle a perdu la vie ce jour-là.

Alors le Rwanda et le football, c'est une longue histoire. On sait que Paul Kagamé, le président rwandais, est un fan du club Arsenal dont il suit chaque match. On sait que ce club londonien est justement le premier club européen dont les joueurs ont arboré le slogan "Visit Rwanda" sur leur maillot, c'était en 2018, quand vous avez vu cela, qu'est-ce que vous vous êtes dit ?

Ben, la première des choses qu'on se dit, c'est que le Rwanda se vend très bien au niveau international et je sais un peu leur manière de travailler et c'est purement du marketing et ça ne reflète vraiment pas la politique du Rwanda aujourd'hui et de Kigali. Et sur ces derniers événements, on voit très bien que le Rwanda est impliqué dans ce conflit, donc ça prête à confusion un peu, avec ce qu'il propose en termes d'image à l'international. Alors pour l'instant, aucun des 3 clubs concernés, Arsenal, le PSG, le Bayern, n'a réagi à la

demande de la RDC. Pourquoi cette prudence à votre avis ?

Ben, je pense qu'il va falloir aller plus loin. Il va falloir peut-être insister et aller voir les dirigeants au siège et c'est une démarche que, moi, je suis personnellement en train de faire, vu que j'ai toujours des liens avec le PSG. J'irai discuter directement avec le président Nasser al-Khelaïfi pour lui expliquer tout simplement la situation. Parce que je pense qu'il y a une désinformation que plusieurs responsables de ces clubs-là ne connaissent pas vraiment. Ils ignorent la situation qui sévit actuellement à l'Est de la RDC.

Donc vous avez envoyé un petit message à Nasser al-Khelaïfi, le président du PSG ?

Pas directement, mais j'ai quelques liens encore. Et puis je suis en train de tout faire pour avoir une réunion officielle, et puis j'irai plaider la cause du Congo, tout simplement.

Mais vous sentez bien que les grands clubs de foot comme le PSG ne veulent pas rentrer pour l'instant dans ce débat politique, hein ?

Oui, exactement. Après, les clubs de sport sont souvent apolitiques. Mais là, ce n'est plus seulement une question de politique, c'est une question de vie. C'est une question humanitaire. Donc il va falloir agir et il va falloir arrêter cette hypocrisie tout simplement.

Vous avez donc approché le Qatari Nasser al-Khelaïfi, le président du PSG. Comment

réagissent actuellement les joueurs du PSG, comme notamment votre ami Presnel Kimpembe, qui est d'origine congolaise ?

Ben, justement, je pense qu'ils sont plus à même de pouvoir en parler avec le président et je pense qu'ils sont aussi affectés. Et c'est la raison pour laquelle je disais que j'avais encore des liens avec le club. Donc par le biais de certains joueurs, nous allons pouvoir toucher le président et nous allons pouvoir étaler un peu les raisons pour lesquelles ce partenariat doit cesser dans l'immédiat.

Oui, parce que les joueurs ont leur mot à dire aussi ?

Exactement. Les joueurs ont leur mot à dire, et surtout les joueurs qui sont d'origine congolaise. Bon, je parle aussi du cas de Randal Kolo Muani qui est maintenant parti à la Juve, mais ce sont des appuis qui peuvent faire pencher la balance pour que ce partenariat s'arrête tout simplement.

Donc, Randal Kolo Muani, Presnel Kimpembe et vous-même, vous êtes actifs en ce moment ?

Bien sûr, c'est une cause qui touche tous les Congolais, donc on est en train de s'unir et d'aller dans la même démarche pour que, tout simplement, la demande de la ministre Thérèse Kayikwamba Wagner soit prise en compte. Et puis qu'immédiatement, je le répète bien immédiatement, ce partenariat puisse prendre fin.



LEOPOLDVILLE KINSHASA CAPITALE

fête  
ses 100 ans

*D'hier à aujourd'hui*

